

BÉJAÏA

L'affichage de la liste des bénéficiaires de logements sociaux reporté

L'affichage de la liste des bénéficiaires de logements sociaux dans la capitale des Hammadites a été reporté au début du mois de Ramadhan, avons-nous appris de bonnes sources. En attendant, la citadelle de l'antique Nacéria subit le charme coloré de ses estivants qui déferlent par milliers, en quête de repos et de rafraîchissement sur son paradisique littoral.

L'opération d'étude de dossiers, de sélection de critères et d'attribution des 507 logements, représentant la première tranche, a été close depuis plusieurs mois et la liste des heureux bénéficiaires «dort» dans les bureaux du chef de daïra de Béjaïa. La crise du logement comme partout ailleurs fait aussi des mécontents à Béjaïa et la demande va crescendo alors que le foncier public a été grave-

ment dilapidé pour des destinées purement commerciales. Il n'y a qu'à voir toutes ces promotions immobilières, qui poussent comme des champignons dans la ville. L'Etat est loin de pouvoir satisfaire ces milliers de postulants qui attendent un toit décent depuis des dizaines d'années.

L'affichage des listes des bénéficiaires de logements sociaux au centre-ville de Béjaïa accuse un

retard important et tourmente plus d'un. Le 30 juin dernier, alors qu'il s'apprêtait à quitter ses administrés pour quelques semaines de repos, le wali de Béjaïa, qui intervenait sur les ondes de la radio locale, avait appelé les citoyens à faire preuve de civisme et de patience en attendant d'autres projets de construction de nouveaux sites d'hébergement. Il savait que l'affichage des listes fera des mécontents. «Avoir la chance de figurer sur les listes des logements sociaux, ça n'arrive pas tous les mois, il y a des gens qui attendent depuis l'indépendance et au vu de tout ce qui se trame dans notre ville

où la corruption bat tous les records, ajoutée au chômage et à la malvie, il y a de quoi retenir notre souffle.

Ce n'est pas une mince affaire. Béjaïa n'est pas El-Kala ou Naâma, ici, les gens veulent comprendre et ne décoléreront pas», nous dira, un élu à l'APC de Béjaïa joint par téléphone. Les services de la daïra, à quelques jours du grand rendez-vous, s'affairent à «déménager» les dossiers importants et autres mobiliers de valeur afin de parer à une éventuelle colère des «mécontents» après cette délicate opération.

Kamel Gaci

EL-TARF

Le système de la double vacation soulève l'ire des parents d'élèves

Les parents des élèves qui poursuivent leur scolarisation à l'école primaire mitoyenne de la direction de l'éducation de wilaya, ainsi que ceux de l'école primaire Sahbi-Mohamed sise au centre-ville, dénoncent avec véhémence, dans une pétition, le système de la double vacation appliqué dans les deux établissements depuis plusieurs années.

Ils estiment que la direction de l'éducation doit peser de tout son poids pour trouver une solution durable à la surcharge des classes surtout en cette période de vacances. La première

école, en plus des 12 classes existantes, dispose actuellement de 8 nouvelles classes construites récemment.

De ce fait, les parents interpellent les autorités afin que ces 8 classes soient réceptionnées avant la prochaine rentrée scolaire.

Par contre, ironie de la situation, en ce qui concerne l'école Sahbi-Mohamed, les autorités locales, dans un élan philanthropique, ont offert deux classes des sept existantes aux services des œuvres sociales de l'éducation allant ainsi à l'encontre de l'intérêt pédagogique des élèves et obligeant les responsables de l'école à recourir

au système de la double vacation tant décrié. La récupération de ces deux classes serait un juste retour à la normale.

Par ailleurs, la nouvelle réforme du système éducatif instituant des horaires moins contraignants, particulièrement la fin des cours à 14h30, ne plaide aucunement pour le système de la double vacation. Aussi, cette période de répit et de farniente pour les élèves peut être exploitée par les responsables du secteur pour remédier à une situation aux conséquences néfastes pour toute une génération.

Daoud Allam

GUELMA

Alerte à la canicule et aux intoxications alimentaires

Les comportements et les habitudes alimentaires des Guelmis changent intégralement durant le Ramadan, comme en témoigne l'augmentation simultanée de l'offre et de la demande des produits de première nécessité, tels que les viandes, le lait, les œufs, et les fruits et légumes.

Le prix apparaît comme le principal facteur de compétitivité, notamment sur le marché informel. Les petites et moyennes bourses s'orientent généralement durant ce mois sacré vers des produits de moindre qualité, ce qui les rend très vulnérables aux risques d'intoxications alimentaires. Ces consommateurs prennent d'assaut les sites où s'exercent les activités du secteur

informel, à la recherche de produits «bon marché», dans l'ignorance des normes de qualité. Le marché du boulevard du Volontariat de la ville de Guelma, réputé pour être un espace qui répond aux attentes d'une clientèle pas vraiment aisée, connaît durant cette période un mouvement inhabituel et une grande affluence. Certains habitués nous signalent des pratiques frau-

duleuses au niveau de certains étals de ce marché. Ils déplorent, entre autres, les procédures de stockage des produits facilement périssables.

Le poulet, le poisson et les produits laitiers sont commercialisés dans des conditions d'hygiène affligeantes, pouvant constituer un danger, aussi bien pour les consommateurs que pour les riverains. Le marché du boulevard du Volontariat baigne dans une anarchie totale et croule actuellement sous le poids de l'insalubrité. L'APC et la direction du commerce ont du mal à réorga-

niser ce souk et à veiller sur les conditions nécessaires de sécurité et d'hygiène alimentaires.

Il faut souligner, à ce titre, qu'à l'approche du Ramadan, qui coïncide cette année avec le mois d'août, d'habitude caniculaire à Guelma, un programme spécial de contrôle et de suivi doit être mis en œuvre, en vue d'assurer la sécurité alimentaire des jeûneurs.

Ces derniers ont tendance à céder à leurs envies et à leurs tentations allant jusqu'à négliger la qualité des produits.

Noureddine Guergour

SKIKDA

Des postulants aux logements squattent des locaux commerciaux à Ben Azzouz

Les 20 locaux commerciaux de Ben-Azzouz, daïra distante du chef-lieu de wilaya de 65 km, ne cessent de faire parler d'eux. Selon des sources concordantes, deux personnes, écartées de la liste de bénéficiaires de logement après y avoir figuré, ont, en signe de contestation, squatté deux locaux au vu et au su de tout le monde.

L'affaire des 20 locaux, rappelons-le, a «éclaté» lorsque 9 postulants ont alerté les instances compétentes, en juin 2010, sur les dépassements dans la liste établie par la commission de daïra d'attribution des locaux à usage profes-

sionnel et artisanal. Dans une correspondance datée du 8 août 2010, adressée à l'ancien chef de daïra, il est indiqué «les dépassements dans le choix des bénéficiaires dont a été responsable la commission d'attribution des locaux commerciaux». Selon les signataires, «pas moins de 8 bénéficiaires, dont 5 femmes, ne devaient pas y figurer». «Une lycéenne possédant deux locaux commerciaux et unique héritière de ses parents ; une femme mariée, future résidente hors-wilaya (à Sétif) ; un célibataire propriétaire de terres et de matériels agricoles ; l'épouse d'un

propriétaire de locaux commerciaux, de camions de transport public et de véhicules touristiques ; un éleveur de bovins.» Depuis, la liste a été refaite, mais, apparemment, les écartés ne l'entendent pas de cette oreille et continuent d'occuper les lieux. Le malheur est que l'emplacement des locaux, jugé inapproprié par beaucoup, ne leur a pas fait changer d'avis. D'ailleurs, beaucoup de bénéficiaires n'auraient pas jugé utile de lancer leurs activités, «l'emplacement favoriserait à coup sûr notre ruine». Affaire à suivre.

Zaid Zoheir

AÏN-
TÉMOUCHENT

Un sexagénaire tente de mettre fin à ses jours en se jetant d'un pont

Un sexagénaire a tenté de mettre fin à ses jours, lundi vers midi, en se jetant d'une passerelle de la gare ferroviaire de Aïn-Témouchent. Les passagers et le personnel médical et paramédical du véhicule de transfusion de sang stationné en ce lieu ont été choqués. Les agents de la Protection civile ont évacué l'infortuné aux urgences médicales de l'établissement hospitalier Ahmed-Medeghri de Aïn-Témouchent. Le sexagénaire souffrait de douleurs au niveau de l'épaule et de l'abdomen. Sa vie est hors de danger. Il ne possédait aucune pièce d'identité. Selon certains témoins oculaires, cet homme est originaire de la commune d'El-Hassasna (wilaya de Aïn-Témouchent) et est sain d'esprit.

S. B.

MOSTAGANEM

Le bidonville «Typhus» ravagé par le feu

Un incendie a fait au moins une douzaine de blessés et 500 sans-abri dans le bidonville «Typhus», situé à quelques kilomètres de Mostaganem. La propagation rapide du feu a causé des dégâts importants touchant notamment les effets personnels des habitants. On déplore 12 personnes brûlées, dont 3 sapeurs-pompiers, et la disparition d'un enfant. A la suite de cet incendie, les habitants du bidonville ont tenu à exprimer leur mécontentement à l'endroit des pouvoirs publics à qui ils reprochent de ne pas s'intéresser à leurs conditions de vie précaire. Pour exprimer leur colère, ils ont organisé une marche vers le siège de la wilaya. Alertée, les brigades antiémeutes se sont déployées au centre-ville pour stopper le mouvement de contestation. Peu après, d'autres contestataires du quartier Plateau marine ont fermé la route menant vers le port.

A. B.

M'SILA

Saisie de 5 kg de kif traité

Au cours de cette semaine, les éléments de la Sûreté de wilaya ont procédé à l'arrestation d'un dealer âgé de 35 ans. Agissant suite à une information, il a été découvert lors de la perquisition de son domicile 5 kg de kif traité. Le procureur de la République de M'sila l'a placé en détention provisoire pour détention, commercialisation et consommation de drogue. Par ailleurs, 5 personnes, dont un mineur, ont été arrêtées en possession de 162 g de kif traité dans la daïra de Aïn-El-Melh, 150 km au sud de chef-lieu. Elles ont été mises sous mandat de dépôt pour détention et commercialisation de stupéfiants.

A. Laidi